

## Texte d'orientation

# Réussir ensemble – Bannir l'exclusion

## Pour une école obligatoire plus juste et plus efficace!



Nos pays quittent le modèle industriel et transitent vers une forme de société et d'économie toujours plus basées sur l'accumulation et l'échange de connaissances et donc la capacité pour les hommes et les femmes d'en acquérir, de les transformer, les analyser et les transmettre. Parmi les nations industrialisées, celles qui sauront rapidement faire la transition vers cette nouvelle version de la modernité réussiront le mieux à s'affirmer dans la compétition internationale et à s'assurer une certaine durabilité du niveau de développement économique et social et de bien-être acquis.

**D**ans ce monde en mutation, la tertiarisation du tissu économique occidental et les enjeux liés à la mondialisation obligent à repenser les politiques éducatives, les systèmes scolaires et la gestion des parcours des élèves, ainsi qu'à reconsidérer la profession enseignante et ses pratiques.

Nos institutions éducatives sont nées avec la société industrielle de la fin du XIXe siècle et, depuis, l'école publique est un des piliers fondateurs des démocraties modernes. Elle est à la fois un puissant mécanisme d'intégration culturelle et sociale et le lieu d'une formation de base qui doit permettre à tous les jeunes d'assumer leur qualité de citoyen et de maîtriser les fondements des connaissances nécessaires à l'entrée dans un cursus de formation professionnelle.

Les récentes études internationales indiquent que, dans les cantons romands, et de manière plus large dans notre pays, à la sortie de la scolarité obligatoire, quatre jeunes sur cinq maîtrisent les savoirs et savoir-faire nécessaires pour engager un parcours de formation professionnelle et pour assumer de manière responsable leur future qualité de citoyen.

C'est bien! Sans doute mieux qu'il y a cinquante ans. Mais c'est insuffisant, car l'élève qui quitte l'école obligatoire en ne maîtrisant pas cette

culture de base court un risque d'exclusion durable d'un marché du travail de plus en plus exigeant, dans une société où les réseaux de solidarité traditionnels tendent par ailleurs à s'effriter.

Le Syndicat des enseignants romands (SER) affirme qu'une telle proportion de jeunes en risque d'exclusion est inadmissible et qu'elle n'est pas une fatalité.

D'autres pays montrent qu'il est possible de faire mieux. Non seulement ils obtiennent de meilleurs résultats d'ensemble, mais les écarts de performance entre les élèves y sont plus réduits. Ils démontrent que l'équité et l'efficacité ne sont pas incompatibles à l'école et qu'une moins grande disparité de résultats est une condition pour obtenir un niveau général élevé. En matière de formation, si à l'impossible nul n'est tenu, au possible les responsables politiques et scolaires et les enseignants sont bel et bien tenus.

Dans ce contexte, la troisième édition des Assises romandes de l'éducation offre un espace d'échanges et de réflexion qui devrait déboucher sur des propositions susceptibles de rendre l'école obligatoire plus juste et plus efficace. Si, en Occident et dans notre pays, l'égalité d'accès à l'école obligatoire est partout réalisée, l'inégalité, en particulier de résultat, reste pourtant au cœur de son fonctionnement. Compte tenu de leurs inégales performances, les élèves sont sélectionnés dans des filières dont la reconnaissance sociale et les débouchés sont inégaux. Les cursus de formation ont des conséquences inégales, parce que le niveau de revenu, le degré d'autonomie, de pouvoir et de responsabilité sont de plus en plus directement liés au niveau de formation. L'école publique contribue ainsi de manière prépondérante à la distribution des jeunes entre des positions et des conditions sociales inégalement désirables.

Plus grave, elle ne fait souvent que valider la reproduction des classes sociales.

**« D'autres pays montrent qu'il est possible de faire mieux »**



© Gianni Chiarighelli

**« C'est l'ensemble d'une classe d'âge – et pas seulement une petite élite – qui doit atteindre des compétences de haut niveau »**

Pour assumer de manière responsable leur future qualité de citoyens

Pendant longtemps, cette sélection sociale s'opérait au travers de cursus différenciés suivis dans des écoles différentes. Dorénavant, dans la plupart des cantons, les élèves de l'école obligatoire suivent leurs divers et différents cursus dans des établissements scolaires communs. Mais la «ségrégation» demeure au sein des établissements de la scolarité obligatoire, parce que la sélection scolaire y demeure.

Ces structures scolaires sélectives ont pu paraître satisfaisantes en ce sens que le contexte n'en permettait pas moins à chacun de trouver une formation et/ou un débouché professionnel. La démocratisation des études des années 60 a d'ailleurs fortement contribué à la croissance économique, et en a bénéficié. Elle fut un facteur important de l'élargissement de

l'éventail des positions de cadres moyens et supérieurs.

Pourtant, aujourd'hui, à un niveau général de formation plus élevé, le changement de contexte économique et social oblige à remettre le système scolaire sur le métier.

L'émergence d'un secteur tertiaire dorénavant quasi exclusif, mais aussi le changement des rôles et places des femmes, le bouleversement des valeurs familiales et éducatives traditionnelles, les phénomènes migratoires (bénéfiques, voire nécessaires en termes démographiques, mais aussi générateurs de difficultés et de peurs) sont autant de facteurs qui obligent à repenser les politiques éducatives, les systèmes scolaires, la gestion des parcours des élèves, ainsi que la profession enseignante et ses pratiques.

## Un monde en mutation

L'homme n'est plus le centre du monde: il est désormais au service de son évolution. La «révolution noétique» (du grec *noos* qui signifie «connaissance, intelligence, esprit») signe la fin de la vision moderne et anthropocentrique du monde. Elle impose un changement radical de regard où l'esprit, l'intelligence et la connaissance prennent le pas sur l'économique et le politique. Le patrimoine des talents (expertise et création) dépasse les patrimoines matériels et financiers. Ainsi, aujourd'hui, 73% de la population active travaille exclusivement sur des informations et 80% de la valeur des produits marchands vient de la matière grise.

Les chantiers prioritaires vont de la refonte des systèmes éducatifs à la réorientation complète de la recherche, en passant par le développement des infrastructures de connectivité informationnelle, l'instauration de l'allocation universelle, l'abolition réelle des frontières, le passage de la valeur d'échange à la valeur d'usage, la gestion holistique de la santé, la chasse aux déviances consuméristes...

La mission profonde de l'homme est de réussir cette révolution. L'enjeu est immense, car la Vie ira son chemin, avec ou sans l'homme. Tout l'enjeu humain est là.

Marc Halévy

L'Age de la Connaissance, éditions M2, 2005

**« Dans un système sélectif, les plus forts peuvent se contenter de stratégies minimalistes et les plus faibles perdent le goût d'apprendre »**

Cette refondation ne peut plus se penser en termes de démocratisation des études comme dans les années soixante; elle resterait prisonnière de la logique de la sélection. Il faut la penser en termes de démocratisation de l'accès au savoir et aux compétences. Car, au même titre qu'on admet aujourd'hui que personne ne doit tomber en dessous d'un seuil minimum de ressources, l'équité commande que personne ne quitte l'école obligatoire en dessous d'un seuil minimum – élevé – de connaissances et de compétences.

Il y a là un formidable défi à relever.

C'est l'ensemble d'une classe d'âge – et non pas une petite élite seulement – qui doit désormais atteindre des compétences de haut niveau. Cet objectif est d'ailleurs partagé par la Conférence intercantonale de l'instruction publique romande et du Tessin (CIIP), qui met en place un Plan d'études cadre romand ambitieux, et par la Conférence suisse des directeurs de l'instruction publique (CDIP), qui cherche à établir des «standards» de référence nationaux par le projet HarmoS.

Personne ne vise l'accès à l'université pour tous. Mais, bien qu'inégalitaire, la société doit en permanence combattre le risque d'exclusion et viser à réduire les inégalités de chances, de place et de condition sociales. C'est pourquoi, à l'école obligatoire, chacune et chacun doit acquérir un bagage de connaissances et de compétences commun qui assure l'intégration culturelle et civique, ainsi qu'un minimum d'égalité des chances à l'entrée dans la vie active. C'est une condition nécessaire au vivre-ensemble et pour éviter la désespérance des laissés-pour-compte génératrice de révolte et de violence.

C'est cette «nouvelle donne» qu'il s'agit de prendre en compte et à laquelle il convient d'apporter des solutions dynamiques et novatrices. En comparaison internationale, les systèmes scolaires de notre pays permettent de placer les performances moyennes des jeunes dans la moyenne des pays occidentaux ou légèrement au-dessus, mais les écarts de performance sont parmi les plus grands et conduisent un élève sur cinq à quitter l'école obligatoire non pourvu du minimum de bases nécessaires pour la poursuite d'une formation et pour une vie digne de citoyen et de travailleur.

De plus, la composante sociologique des élèves en situation d'échec doit interroger. Ce sont tou-

jours les classes défavorisées qui sont d'abord victimes de nos systèmes éducatifs, qui ne sont en conséquence ni justes socialement, ni efficaces en termes de résultat.

En réponse à ces enjeux, certains prônent le retour au XIXe siècle, par le renforcement de la sélection au sein du cursus initial de formation. D'autres estiment que c'est au cœur même du système scolaire que se cachent les causes de l'échec. Ils jugent qu'une école obligatoire orientée vers la sélection n'est pas à la hauteur des défis qui se présentent, parce que la logique de la sélection domine les pratiques des enseignants et des élèves et leurs relations.

Les élèves les plus forts et les plus fûtés peuvent s'y contenter de stratégies minimalistes: ils apprennent ce qu'il faut pour passer les épreuves et gérer leur moyenne. Quant aux élèves plus faibles ou simplement plus lents, ils sont précocement découragés, puis la séparation d'avec les meilleurs les prive d'horizon et d'émulation; beaucoup finissent par perdre non seulement le goût d'apprendre, mais aussi la confiance de le pouvoir. Ni les uns ni les autres ne sont poussés à réaliser tout leur potentiel.

Le SER se place résolument de ce second côté. Il ne s'agit de culpabiliser personne, mais d'admettre que le changement du contexte économique et social oblige à revisiter et réinterpréter l'héritage légué par le passé. La réponse aux défis du présent et du futur passe en particulier par l'abolition de la sélection et des filières durant toute la scolarité obligatoire, le recours assidu et réfléchi aux résultats de la recherche en éducation, une réflexion soutenue sur l'organisation du travail des professionnels de l'école et de celui des élèves.

Le SER admet que cette position doit être documentée et livrée au débat public.

C'est le sens de ces 3es Assises romandes de l'éducation, qui se veulent l'occasion de se mettre d'accord sur les constats, notamment de la recherche, et leur interprétation.

Il s'agira ensuite de positionner la vocation de la scolarité obligatoire entre sélection et maximisation des apprentissages de tous.

La question de la «filiale unique», condition nécessaire, mais sans doute pas suffisante, devra être abordée dans un contexte élargi de débat sur les politiques et stratégies qui peuvent induire une organisation du travail et des pratiques plus efficaces et plus justes. ●